



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saone, le 23/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES BRESSE BOURGOGNE**

Zone portuaire Sud  
71380 Épervans

Références : AC/MB/2025/C\_72  
Code AIOT : 0005400493

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement CARRIERES BRESSE BOURGOGNE implanté ST PIERRE et PAYS NEUF 71270 Fretterans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle 2025 et d'un porter à connaissance déposé en février 2025 relatif à une demande de régularisation foncière de l'emprise autorisée de la carrière.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES BRESSE BOURGOGNE

- ST PIERRE et PAYS NEUF 71270 Fretterans
- Code AIOT : 0005400493
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de matériaux alluvionnaires en eau, exploitée par la société C2B, autorisée pour 20 ans par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 avril 2016.

### Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Bornage	Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 2.3.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
3	Situation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 1.2.2	Mise en demeure, dépôt de dossier, Amende	2 mois
4	Volumes annuels de matériaux extraits autorisés	Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 1.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
5	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 1.5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Aménagement paysager	Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 2.3.7.1	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
10	Comité de suivi de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 2.11	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 8.4.1	Sans objet
6	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 2.3.3	Sans objet
7	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 2.3.5	Sans objet
9	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 2.5.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection relève différentes non-conformités, dont certaines peuvent être qualifiées de "majeures" et font l'objet de propositions de mise en demeure :

- absence de bornes aux points caractéristiques délimitant les surfaces autorisées en extension,
- absence de piquetage matérialisant les limites d'extraction autorisées dans les surfaces en cours d'exploitation,
- exploitation de surfaces au-delà des limites du périmètre autorisé,
- non-respect d'une distance d'éloignement d'au moins 10 mètres des bords d'excavation avec les limites de l'emprise autorisée,
- dépassement des quantités annuelles maximales autorisées de matériaux extraits en 2021, 2022 et 2023,
- absence d'aménagement paysager préalable à la mise en exploitation des surfaces en extension autorisées.

Le dépassement du périmètre autorisé, d'une surface d'environ 3400 m<sup>2</sup>, constitue une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Pour cette raison, un arrêté de mise en demeure de régularisation administrative est notamment proposé dans le but de déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale ou un dossier de cessation définitive partielle d'activité de la zone non autorisée qui a été exploitée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,</li><li>• les bords de la fouille,</li><li>• les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,</li><li>• l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes....), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,</li><li>• les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,</li><li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li><li>• les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité,</li><li>• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</li></ul> Les surfaces S1, S2 et S3 (cf. chapitre 1.6) des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau....) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la

détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.
Ce plan doit être réalisé par un géomètre expert, notamment, pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier plan d'exploitation a été relevé le 12 février 2024 par un géomètre expert à l'échelle 1/500. Il fait apparaître un relevé bathymétrique.</p> <p>Il n'y a pas eu d'extraction de matériaux en 2024. L'extraction n'a pas débuté pour l'année 2025.</p> <p>Il comporte toutes les informations requises et notamment les bornes issues du procès-verbal du géomètre-expert réalisé dans le cadre des travaux préalables.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Un plan d'exploitation doit être relevé et mis à jour systématiquement chaque année. Ces plans doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspection pour tout contrôle ultérieur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bornage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,</li> <li>le cas échéant, des bornes de nivellement. Le procès-verbal de bornage est adressé à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne (Unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire).</li> </ul> <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p> <p>A l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui doit se situer à au moins 10 mètres des limites des parcelles autorisées. Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Après vérification sur le site, les bornes figurant sur le dernier plan d'exploitation qui délimitent la surface en extension ne sont plus présentes (ou très dissimulées sous la végétation).</p>

Dans les surfaces en extension en cours d'exploitation, la délimitation par un piquetage des limites d'extraction intégrant un retrait de 10 mètres minimum par rapport à la limite du périmètre autorisé n'est pas présente.

**Non-conformités :**

- absence de bornes déterminant le périmètre de l'emprise autorisée dans les surfaces en extension,
- absence de piquetages matérialisant la limite maximale autorisée de d'extraction dans les surfaces en extension.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Mettre en place des bornes et un piquetage suffisamment visibles et durables pour délimiter la limite de l'emprise autorisée et la limite d'extraction dans les surfaces en cours d'exploitation (surface en extension).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Situation de l'établissement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 1.2.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation de l'établissement

**Prescription contrôlée :**

L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 13ha 22a 90ca pour une surface exploitable de 5,2 ha et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté (toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées).

Communes	Section	Parcelles	Situation administrative	Superficie autorisée
FRETTERANS	ZI	26p	Autorisée par l'arrêté préfectoral n° 04/2025/2-3 du 01/07/2004	23a 20ca
		27		1ha 67a 20ca

		28p		1ha 46a 00ca
		44		94a 10ca
		45		62a 50ca
		46		2ha 40a 40ca
		23	Autorisée par le présent arrêté préfectoral	93a 80ca
		24		2ha 14a 60ca
		25		2ha 81a 10ca
Superficie totale de la demande				13ha 22a 90ca

#### Constats :

Suite à une erreur de bornage au moment des travaux préalables à la mise en exploitation en 2016, deux parcelles supplémentaires ont été intégrées à la surface de l'emprise autorisée en partie ouest et dans sa continuité.

Il s'agit des parcelles ZI 163 et ZI 166 dont la surface totale est de 3373 m<sup>2</sup>.

De plus suite à un fractionnement de la parcelle ZI 46 inclus dans l'emprise autorisée en 2016, la surface totale des deux nouvelles parcelles repérées ZI 171 et ZI 172 au lieu de ZI 46 est de 24 060 m<sup>2</sup> au lieu de 24 040 m<sup>2</sup> (soit 20 m<sup>2</sup> de plus).

L'exploitant a transmis le 27 février 2025 un porter à connaissance à l'inspection demandant la régularisation de la surface de l'emprise autorisée modifiée dont la surface est augmentée de 3393 m<sup>2</sup>(3373+20) portant ainsi la surface totale de l'emprise autorisée à 135 683 m<sup>2</sup> au lieu de 132 290 m<sup>2</sup> dont 55 000 m<sup>2</sup> exploitable au lieu de 52 000 m<sup>2</sup> initialement.

Les parcelles supplémentaires ZI 163 et ZI 166 sont la propriété de la société C2B.

#### Non-conformités :

- dépassement de la surface totale de l'emprise autorisée (+3393 m<sup>2</sup>),
- dépassement de la surface totale exploitable autorisée (+3000 m<sup>2</sup>).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le dépassement du périmètre autorisé (3400 m<sup>2</sup>) et de la surface exploitable autorisée (3000 m<sup>2</sup>) constituent une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement qui nécessite une régularisation administrative par le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale ou d'un dossier de cessation définitive partielle d'activité de la zone non autorisée qui a été exploitée.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier, Amende**Proposition de délais :** 2 mois**N° 4 : Volumes annuels de matériaux extraits autorisés****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 1.2.2**Thème(s) :** Risques chroniques, Situation de l'établissement**Prescription contrôlée :**

Les matériaux extraits sont des matériaux siliceux (sables et graviers du « lit majeur » du Doubs).

Le tonnage total de matériaux à extraire est de 655 200 tonnes.

La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière et la production moyenne autorisée sont indiquées dans le tableau ci-dessous, calculée sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté.

La cote minimale d'extraction est de 169 m NGF. L'épaisseur maximale d'extraction est de 12 mètres.

Année d'exploitation	Production annuelle maximale (en tonnes)	Production moyenne par phase (en tonnes)	
1 (2017)	45 000	39 400	
2 (2018)	44 100	"	
3 (2019)	43 218	"	
4 (2020)	42 354	"	
5 (2021)	41 507	"	



6 (2022)	40 676	35 600	
7 (2023)	39 863	"	
8 (2024)	39 066	"	
9 (2025)	38 284	"	
10 (2026)	37 519	"	

#### Constats :

Selon les déclarations de production dans l'application nationale GEREP, les quantités extraites annuellement sont les suivants:

- 2021: 50000 tonnes (année 5),
- 2022: 43000 tonnes (année 6),
- 2023: 63000 tonnes (année 7),
- 2024: 0 (année 8),
- 2025: pas encore de production (année 9).

La cote minimale d'extraction est actuellement à 172 m NGF.  
L'épaisseur d'extraction maximale est d'environ 9 mètres.

**Non-conformité** : dépassements des quantités de production annuelles maximum autorisées en 2021, 2022 et 2023.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Fournir à l'inspection les quantités de production brutes annuelles et par phase depuis le démarrage de l'exploitation (en tonnes et en m<sup>3</sup>).

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 2 mois

**N° 5 : Périmètre d'éloignement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Périmètre d'éloignement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
<b>Constats :</b>  En limite ouest, le bord de fouille se situe au maximum à 15 mètres au delà de la limite exploitable autorisée. Dans ce secteur, le bord de fouille dépasse la bande de retrait des 10 mètres sur environ 215 mètres.  <b>Non-conformité :</b> le retrait d'au moins 10 mètres de la limite d'extraction avec la limite de l'emprise autorisée est dépassé sur 215 m de long et sur une largeur atteignant 15 mètres.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit maintenir une bande de retrait d'au moins 10 mètres avec les limites de l'emprise autorisée y compris avec celle qui serait régularisée en limite ouest.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Clôtures et barrières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôtures et barrières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.  Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès.

<p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie,...) sont disponibles à proximité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La pénétration dans la carrière est sécurisée par une clôture en fils barbelés et des barrières fermant les accès.</p> <p>Des panneaux positionnés au niveau des clôtures et des barrières avertissent les personnes non autorisées de l'interdiction d'entrer et du risque de noyade.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Piézomètres

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 2.3.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Piézomètres</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadénassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.</p> <p>Lorsque les piézomètres sont localisés hors du site, sur des propriétés, publique ou privée, une convention relative aux conditions d'accès et de réalisation des prélèvements doit être signée avec chacun des propriétaires concernés. Chaque convention est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Quatre tubes piézométriques sont implantés en périphérie de la carrière dans l'emprise autorisée. Ils sont capuchonnés et cadénassés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les rapports de surveillance des eaux souterraines de l'année 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Aménagement paysager

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 2.3.7.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement paysager</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place tout aménagement paysager (merlon,...), notamment sous forme de</p>

haie végétale, permettant de diminuer les impacts visuels sur les habitations riveraines.

En particulier une haie arbustive est plantée de façon discontinue en limite d'autorisation Sud, Nord et Ouest de l'extension. Les espèces végétales plantées sont des essences locales. Les arbustes sont plantés en ligne tous les mètres.

**Constats :**

Autour de la surface en extension (partie ouest dans l'emprise autorisée), l'exploitant n'a pas réalisé les plantations arbustives en limites nord, ouest et sud permettant de limiter l'impact visuel de l'exploitation.

Il n'y a ni merlons ni haies le long de ces limites.

**Non-conformité :** absence de plantations de végétaux pour constituer une haie arbustive en limites nord, ouest et sud de la surface en extension située en partie ouest de l'emprise autorisée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les plantations sont à prévoir en période propice permettant de garantir une reprise optimale (et selon les essences).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois

**N° 9 : Phasage d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 2.5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Phasage d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 4 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation (cf annexe) et conformément au tableau suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Volume à extraire (m <sup>3</sup> )	
1	2016	106 754	
2	2021	96 498	
3	2026	87 226	

4	2031	73 521	

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.

**Constats :**

L'exploitation se situe dans la deuxième phase (2021-2026).

Les surfaces en cours d'extraction sont situées en partie centrale de la surface en extension à l'ouest de l'emprise autorisée.

L'extraction se dirige vers le sud sur toute la largeur de la surface exploitable.

La carrière est remise en état de manière coordonnée à l'exploitation (remblayage des berges créées par l'exploitation).

Au titre de la phase 2, le volume total extrait jusqu'au jour de la visite est d'environ 78 000 m<sup>3</sup>.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Fournir à l'inspection le bilan des quantités extraites et les surfaces mises en exploitation pour les deux premières phases quinquennales.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Comité de suivi de l'environnement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 2.11

**Thème(s) :** Situation administrative, Comité de suivi de l'environnement

**Prescription contrôlée :**

Une commission locale de concertation et de suivi est mise en place par l'exploitant. Sa composition comprend au minimum un représentant de l'exploitant, un représentant des communes concernées, un représentant de chaque association de protection de l'environnement locale. L'inspecteur des installations classées est informé de la tenue de chaque réunion.

La commission se réunit au minimum tous les ans sur convocation de l'exploitant.

L'exploitant présente à cette occasion les actions menées pour respecter les dispositions de son dossier initial et des dispositions réglementaires du présent arrêté, et notamment :

- contrôles qualité des matériaux arrivant sur le site,
- analyses et mesures réalisées dans le cadre du présent arrêté,
- suivi écologique et maintien de la biodiversité.

**Constats :**

Selon l'exploitant, seules deux commissions locales de concertation auraient été réalisées en 2018 et 2019.

L'inspection n'a pas été destinataire des comptes-rendus.

Selon l'exploitant une commission est programmée le 10/09/2025.

**Non-conformité** : absence d'organisation régulière de commissions locales de concertation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre à l'inspection le compte-rendu de la prochaine commission locale prévue en septembre 2025.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 6 mois